



COMMUNIQUÉ

La jeunesse doit être entendue, pas réprimée !

**Mardi 6 octobre : toutes et tous en grève,
aux côtés des lycéen·nes et des étudiant·es !**

Depuis le 29 septembre, la colère lycéenne gagne tout le pays, Pyrénées-Atlantiques compris. À Pau, les lycées Louis Barthou, Saint-Cricq, Saint-John Perse et Baradat ont été bloqués ; à Bayonne, Anglet, Saint-Jean-de-Luz, Orthez, Nay, Oloron ou Lescar, les élèves se mobilisent. Ce vendredi, entre 600 et 1 000 lycéen·nes ont manifesté à Pau.

Des revendications légitimes, qui sont aussi les nôtres

Les lycéen·nes réclament ce que les personnels revendiquent depuis des années : des enseignant·es en nombre suffisant et remplacé·es, la fin des classes surchargées, des AED, AESH, infirmier·es, médecins, psychologues et assistant·es sociales partout où il en manque, des emplois du temps soutenables, des bâtiments rénovés et adaptés aux canicules, et la fin de la sélection sociale par Parcoursup. À Orthez, plusieurs postes restent vacants depuis la rentrée. Les étudiant·es, qui ont rejoint le mouvement dans plusieurs villes, dénoncent la même pénurie, aggravée par la précarité, le coût du logement et la sélection par Mon Master.

Cette pénurie résulte de choix politiques : le projet de budget de l'État et de la Sécurité sociale aggrave l'austérité, alors que 211 milliards d'euros d'aides publiques sont versés chaque année aux entreprises. Les jeunes d'aujourd'hui, travailleuses et travailleurs de demain, n'ont pas à payer le prix de ces choix. Preuve que la mobilisation paie, le gouvernement a déjà dû renoncer aux droits d'inscription prévus en prépa et en BTS.

Stop à la répression et aux violences policières !

Face à ces revendications, le gouvernement crie à la manipulation politique et fait le choix de la force. À l'échelle nationale, plus de 5 000 lycéen·nes et étudiant·es ont été interpellé·es ; 170 ont été blessé·es. À Pau, les jeunes ont été gazé·es à plusieurs reprises, devant les lycées Louis Barthou et Saint-Cricq comme dans les rues de la ville, fouillé·es et contrôlé·es aux abords de la mairie ; la police est intervenue jusque sur le campus de l'UPPA. Vingt jeunes sont actuellement en garde à vue et plusieurs ont été blessé·es. À Bayonne, nos organisations ont constaté provocations et gazages devant le lycée Louis de Foix.

Faut-il rappeler qu'il s'agit de jeunes, souvent mineur·es, qui demandent simplement de bonnes conditions d'étude ? Leur mouvement se veut pacifique, et les débordements de quelques-uns, que bien des lycéen·nes ont déplorés, ne justifient ni de gazer des adolescent·es, ni de criminaliser toute une génération.

Nous exigeons l'arrêt immédiat de la répression et des violences policières contre les jeunes et les personnels, le respect de leur liberté d'expression, de réunion et de manifestation, l'abandon de toutes les sanctions et poursuites liées à la seule participation aux mobilisations, et des réponses budgétaires à la hauteur des revendications pour l'Éducation nationale et l'Enseignement supérieur et la recherche. Avec la Ligue des droits de l'Homme et la FCPE, la CGT a saisi le Défenseur des droits.

La CGT aux côtés de la jeunesse

Dans le respect de l'autonomie du mouvement lycéen et étudiant, la CGT se tient à ses côtés : nos militant·es accompagneront les cortèges pour contribuer à leur sécurité, et nos locaux sont ouverts aux jeunes qui souhaitent s'y réunir et s'organiser. Le mardi 6 octobre, partout en France, l'énergie, la santé et l'action sociale, le commerce et les services appellent à la grève : lycéen·nes, étudiant·es, salarié·es, privé·es d'emploi et retraité·es, c'est ensemble que nous imposerons d'autres choix !

Pour faire cesser la répression, pour des conditions de travail et d'éducation dignes et pour l'augmentation des salaires, l'UD CGT 64, la CGT FERC Sup UPPA et la CGT Éduc'action 64 appellent les travailleuses et les travailleurs des Pyrénées-Atlantiques à participer nombreuses et nombreux aux mobilisations décidées par les lycéennes et lycéens, les étudiantes et étudiants, notamment le 6 octobre, y compris par la grève !

Pau, le 3 octobre 2026